



# Syndicat National **FO** des Finances Publiques

## Section de **SEINE MARITIME**

21 quai Jean Moulin 76037 Rouen cedex  
Tel : 02.35.58.37.17 ou 37.18, e-mail : [fo.dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.dgfip.finances.gouv.fr)  
Site départemental FO DGFIP : **FO DGFIP 76**

### Comité Technique Local du 20 novembre 2017

### Compte rendu

Un résumé du CTL du 18 octobre a été mis en ligne sous Ulysse 76 par la Direction Locale.

**F.O.-DGFIP 76** est intervenu pour que ce résumé reflète la réalité des choses tant sur la présence des syndicats que sur le détail des votes et avis formulés par chaque organisation syndicale.

Pour information, deux syndicats (dont **F.O.-DGFIP 76**) avaient quitté la séance, un l'avait boycotté. Seul un syndicat avait assisté à l'ensemble de ce comité. Pour nous, ces imprécisions sont fortement révélatrices de la volonté de manipulation du dialogue social.

La Présidente a accepté d'intégrer ces éléments à compter des prochains résumés mis en ligne sous Ulysse.

## POINTS POUR VOTE

### 1) Approbation du procès verbal du CTL N°6/2017

Ayant boycotté ce CTL, nous n'avons pas exprimé d'avis.

### 2) Modification des horaires d'ouverture au public du CFP d'Elbeuf

**A noter** : c'est la première fois que la Direction Locale nous propose une modification horaire sans l'accord unanime des collègues. Même si le volume horaire d'ouverture au public reste identique, les élus **F.O.-DGFIP 76** ont exprimé **un vote d'abstention**, en raison de l'absence d'unanimité.

### 3) Fusion des secteurs d'assiette des SIP de Rouen Est et Ville

Pour **F.O.-DGFIP 76**, c'est encore une fois la baisse d'effectif qui a poussé les chefs de services à demander une réorganisation des secteurs d'assiettes.

Lors de la fusion de 2012, la Direction Locale avait indiqué que ces fusions permettraient aux services d'avoir des équipes volantes afin de faire face aux pics de charges. Aujourd'hui, on nous redit la même chose pour fusionner les secteurs restants. Que nous dira-t-on demain ?

D'autant que les tâches restantes sont souvent, aux dires des agents, des tâches de masses inintéressantes (mél, listes à exploiter, mise à jour TH...). Dans les documents de travail du CTL, la Direction Locale indique que cette fusion assurera une mutualisation des méthodes de travail et une

homogénéisation des pratiques.

Les élus **F.O.-DGFIP 76** ont demandé à la Direction Locale des explications quant à l'apport réel du « pilotage simplifié », dû à la fusion des secteurs d'assiette au sein des SIP ? En effet, il s'agit des mêmes équipes avec les mêmes chefs !! Au final, on en revient bien au manque d'effectif dans les services.

La Direction Locale trouve ainsi un nouveau moyen d'arriver à terme à une uniformisation de travail départemental pour tous les SIP ...la fusion de tous n'en sera que plus facile !!

**L'ensemble des organisations syndicales ont voté «contre».** En conséquence, un nouveau CTL est convoqué sur ce point le 28 novembre prochain.

## POINTS POUR INFORMATION

### 1) Suites de la proposition d'aménagement ponctuel de la cartographie des RAN

La Présidente est déjà intervenue sur ce sujet de fusions des RAN de Bolbec, Fécamp dans celle du Havre, nous indiquant seulement que la Direction Générale a validé le projet. Quel est son intérêt ? La Direction Générale voulant supprimer les RAN au profit d'une affectation départementale.

### 2) Déploiement de SIRHIUS

Cette application remplacera les applications Agora et GAP. Elle organisera la gestion des Ressources Humaines en mettant en place 10 Centres de Services RH au plan national et un service national d'information des agents.

La Direction Locale indique que le Service RH local reste et aura une mission de conseil auprès des agents.

Concernant la conséquence sur l'emploi pour ce service, la Présidente nous a rappelé que cette question relevait du CTL Emploi...2019.

Mais les élus FO ne sont pas dupes et ont toute raison de s'inquiéter dès maintenant puisque notre Direction Générale a la fâcheuse habitude, depuis plusieurs années, d'anticiper les «gains de productivité» générés par les restructurations pour calibrer les effectifs.

Elle nous a aussi rassuré sur la pérennité du service Liaison Rémunération qui n'est pas impacté par le déploiement de SIRHIUS.

La Direction Locale a indiqué que les missions qui partaient étaient des tâches de masses, peu intéressantes. On va donc concentrer des missions déjà concentrées et déjà peu intéressantes... Heureusement qu'il n'y a pas de CSRH dans notre département, ou alors le discours aurait été adapté en vantant les qualités du travail réalisé dans ces centres.

Nous avons alerté la Direction Locale sur un risque d'éloignement de proximité avec les usagers que sont nos collègues.

Le basculement vers l'application SIRHIUS sera réalisé au printemps 2018, avant le changement organisationnel de la Division qui devrait avoir lieu au premier janvier 2019. Dans sa présentation,

la Direction Locale a bien insisté sur les conséquences de changements organisationnels générés par ce déploiement.

S'agissant d'un changement organisationnel impactant les collègues, les élus **F.O.-DGFIP 76** ont demandé que ce point soit soumis au vote conformément à ce qui est prévu dans les textes, dès lors que la Direction locale sera en mesure de nous présenter tous les éléments nécessaires et les conséquences engendrées.

La Présidente a indiqué prendre l'attache de Bercy pour savoir si ce point pouvait faire l'objet d'un vote. Pour nous, la question ne se pose pas.

### 3) Expérimentation d'un Service d'Appui au Réseau

La Présidente nous a présenté le SAR, qui selon elle, comprend aussi les Equipes de Renforts, la Division SPL (DSPL) de la DRFIP.

La Seine-Maritime entre dans une expérimentation élargie en envisageant une formule à deux niveaux :

- Une cellule d'assistance adossée au DSPL.
- Une assistance de poste comptable à poste comptable.

Dans les deux cas, le travail sera organisé par voie de convention entre les postes «aidés» et les postes «aidants». Ce système est basé sur le volontariat et pourra cesser à tout moment.

Pour **F.O.-DGFIP 76**, les postes sont en grande difficulté par manque d'effectif. La seule solution proposée par la Direction est un système d'entraide distanciée. Pour en bénéficier, nos collègues devront en faire la demande. Vu la situation de plusieurs trésoreries à très court terme, le SAR ne peut pas être la réponse. Il sera au mieux un «pansement sur une jambe de bois».

Et bien entendu la Responsabilité Personnelle et Pécuniaire reste pleine et entière. A priori, la Cour des Comptes et les Chambres Régionales des Comptes ont été consultées sur la validité du process, on verra lors des premiers débits comptables prononcés.

Les élus **F.O.-DGFIP 76** regrettent que cette cellule soit composée d'agents nouvellement nommés. Ils risquent d'être rapidement mis en difficulté, car ils interviendront dans l'urgence pour aider des postes en difficultés sans la maîtrise « métier ».

La Direction Locale, en réponse, nous a indiqué que ces collègues feraient deux stages métiers de 15 jours dans les postes de Sotteville-lès-Rouen et Maromme. Ils réaliseront des tâches simples au départ (prise en charge de titres).

A voir pour la suite en fonction de l'évolution de l'expérimentation ... ou de la poursuite de la dégradation du réseau.

L'aide de poste à poste : les postes «aidants» seront les postes de Montville (pour les hébergés) et de Tôtes.

Pour les élus **F.O.-DGFIP 76**, il est regrettable que l'État employeur soit contraint de mettre en place ces systèmes palliatifs dans ses services pour continuer à réaliser ses missions. C'est l'arbre qui cache la forêt des futures fermetures locales de sites au profit d'usines !!

#### 4) Extension de la préfiguration du télétravail : expérimentation à la DRFIP 76

Dans notre département, le télétravail doit être déployé. Ce sera sur la base du volontariat et ce choix sera réversible. Il devrait concerner une vingtaine d'agents au maximum. S'agissant d'une expérimentation, il reste à en définir le cadre. Le sujet n'a pas été plus développé faute de document.

La Présidente a indiqué qu'elle souhaitait organiser une réunion de travail sur le sujet début décembre. Elle joue sur la terminologie et propose une réunion au lieu d'un groupe de travail !

Les élus **F.O.-DGFIP 76** ont rappelé (ainsi qu'une autre Organisation Syndicale) leur opposition à la tenue de groupe ou de réunion de travail informel. Le CTL est le lieu institutionnel pour échanger sur ce type de sujet.

Cependant la Présidente maintient la tenue d'un groupe de travail avec une présentation dans un CTL qui aurait lieu fin janvier/début février 2018.

#### 5) Nouvelles modalités de gestion des Recettes Non Fiscales (Produits Divers)

Nous sommes dans la continuité de la loi NOTRé qui se traduit par une poursuite de la réorganisation de notre réseau.

La Direction Locale nous a indiqué que pour la Seine-Maritime, il s'agissait du transfert de la Taxe d'Aménagement (TAM) et de la Redevance d'Archéologie Préventive (RAP) vers la DRFIP du Calvados. Cependant, cela aura des conséquences sur les emplois en Seine-Maritime, et une fois de plus, la Présidente « d'un air léger » nous a indiqué que le volet emploi sera vu lors du CTL Emploi du 14 décembre.

Nous avons alors demandé à la Présidente de faire ses projets de restructurations et de réorganisations juste avant le CTL emploi, ce qui nous permettrait d'avoir des réponses à des questions qui intéressent légitimement les collègues concernés.

**A noter** que dans bon nombre de département, cette mission RNF disparaît purement et simplement...

#### 6) Fin partielle de l'expérimentation du transfert au PRS de Lille de certaines créances de contrôle fiscal externe (CFE) de la Dircofi Nord

L'expérimentation a duré deux ans, et que faute de succès, elle revient aux... SIE.

**A souligner** : une expérimentation reconnue par la Direction Générale comme un échec.

#### 7) Resserrement du réseau de distribution des timbres fiscaux et amendes

La dématérialisation contribue sous prétexte d'alléger les tâches des services et postes, à réduire notre mission de service public de proximité. Il s'agit d'une accélération de l'externalisation de nos missions avec un mécanisme de resserrement-éloignement du réseau, obligeant les usagers à aller vers les débitants de tabacs. Et cela en fonction des miettes et du saupoudrage de missions que la direction se décide de laisser dans telle ou telle structure. (les timbres à un endroit, du numéraire encore accepté dans d'autre ...)

Une affiche apposée dans les postes indiquera la liste des débitants de tabac délivrant des timbres

dématérialisés. Comme ça, même fermé, l'usager pourra avoir son timbre.

Les SIE ont pour mission la récupération physique des timbres auprès des débitants de tabac.

## 8) Point d'avancement des travaux concernant la nouvelle organisation des services entre Clères, Montville et la Paierie Départementale

La Direction Locale a réalisé un point d'actualité sur le sujet, la fusion ayant été actée par CTL précédent, où les élus **F.O.-DGFIP 76** avaient émis **un vote « contre »**, s'agissant d'une restructuration du réseau.

Nous avons demandé suite à notre visite de service si les collègues de Clères et de Montville avaient pu se rencontrer et se rendre dans leurs futurs locaux.

Plusieurs réunions se sont tenues dans chaque poste. Une réunion commune devrait se tenir bientôt avec une visite à la clef. Les élus **F.O.-DGFIP 76** ont insisté pour que cette réunion se tienne rapidement, la fin de l'année arrivant rapidement.

Le bail de Clères pourra être un peu prolongé en cas de besoin.

La formation des collègues de la Paierie Départementale sur la gestion de l'établissement de Grugny a été réalisée avec des renforts sur les hébergés et une rencontre entre les collègues de Clères et ceux de la Paierie Départementale.

## 9) Questions diverses

Les élus **F.O.-DGFIP 76** ont posé les deux questions diverses de ce CTL :

- Suite à la mise en place d'une « enième » expérimentation au niveau de l'accueil de la DRFIP, nous avons souhaité avoir un bilan.

L'expérimentation est en cours. Nous sommes intervenus sur ce point en CTL, car la solution mise en place ne semble pas adaptée. Le déplacement de l'attente des usagers à l'accueil primaire déplace le problème sans le solutionner. Les usagers attendent de plus en plus longtemps et les collègues de l'accueil primaire indiquent n'être devenus que des distributeurs de tickets. Dossier à suivre donc.

Les collègues des banques d'accueil et de la caisse du fait de l'allongement des files voient aussi leur temps de travail allongé et leur pause méridienne amputée en deçà des 45 minutes réglementaires !!

- Où en sont les travaux du réfectoire de Dieppe suite au courrier des collègues **daté du 24 novembre 2016** ?

A priori les derniers travaux (pose du parquet) devraient bientôt être terminés. La Présidente se rendant sur ce site le lendemain, les élus **F.O.-DGFIP 76** l'ont invitée à aller voir l'avancement des travaux.

**Pour recevoir nos newsletters en direct, vous pouvez vous abonner :**

[ici](#)